

JOURNAL PARAissant TROIS FOIS

PAR SEMAINE.

les Dimanche, Mercredi, Vendredi.

BUREAUX, place de l'Ecole, 16;

DEPOT audit bureau et rue Git-le-Cœur, 4.

PRIX DE L'ABONNEMENT :

	Paris.	Départemens.	Etranger.
Trois mois.	2 25	4 »	6 »
Six mois.	4 25	7 25	11 »
Un an.	8 »	14 »	22 »

Les articles envoyés au Journal doivent être signés.

(Affranchir.)



JOURNAL PARAissant TROIS FOIS

PAR SEMAINE.

les Dimanche, Mercredi, Vendredi.

BUREAUX, place de l'Ecole, 16;

DEPOT audit bureau et rue Git-le-Cœur, 4.

PRIX DE L'ABONNEMENT :

	Paris.	Départemens.	Etranger.
Trois mois.	2 25	4 »	6 »
Six mois.	4 25	7 25	11 »
Un an.	8 »	14 »	22 »

Les articles envoyés au Journal doivent être signés.

(Affranchir.)

LE GAMIN DE PARIS

GAITÉ.

DRAPEAU DU PEUPLE : FRATERNITÉ, ÉGALITÉ, LIBERTÉ.

FRANCHISE.

SOMMAIRE.

Le Gamin de Paris à M. le maire. — Projet de loi sur... ou contre les affiches. — Violabilité. — A bas les crieurs de journaux. — Le Gamin et son frère, garde mobile. — Vivent les lois de septembre. — Partie de billard et Duel à la Fourchette. — Comment le pouvoir tient ses promesses. — Pavés.

AVIS IMPORTANT.

Nous avertissons les gérans d'un autre journal dit également *Gamin de Paris*, de ne plus prendre notre titre, s'ils veulent éviter toutes poursuites judiciaires.

Pensant que le public éprouvait le plus pressant besoin de connaître mon physique, j'ai fait tirer mon portrait que je lui expose.

Le Gamin de Paris à Monsieur le Maire.

De quoi? plus d'attroupemens! plus de rassemblemens! Et si je veux m'attrouper et me rassembler, moi, faudra ta permission, monsieur le maire? Magistrat, je te respecte, mais j'ai l'oreille dure et je ne comprends pas à demi-mot.

Faut-il être deux ou trois ou cinq cents pour former un rassemblement gênant?

Y aura-t-il des sommations? Combien? Dans quel genre? Seront-elles respectueuses?

Et après les sommations?... c'est là que je t'attends, magistrat...

Tu dis comme ça que c'est gênant pour les cochers. Mais si les clubs en plein air gênent ceux qu'a le moyen de se fendre d'une voiture, ton idée, à toi qui ressembles à celle de Duchâtel, n'est pas commode non plus pour la liberté de tout le monde.

Quelle liberté doit-on vouloir? Celle d'aller en voiture ou celle de se réunir, même dans la rue? Quand les cochers seront enroués à force de crier gare, j'y paierai la goutte, et le sort de la patrie n'en sera pas plus compromis.

Enfin, magistrat, je te respecte, et je veux entrer dans ton idée. Tu connais à fond ta voirie, et t'es un édile modèle. Je ne pourrai pas m'attrouper dans les rues, v'là qu'est bon... mais au Champ-de-Mars, hein? C'est une autre paire de manches, ça n'embarrasse rien, ça, hein, monsieur le maire?

Si pourtant ça te gênait, faudrait le dire.

Projet de loi sur... ou contre les affiches.

Adieu mon cabinet de lecture!... enfoncée mon éducation! Je ne pourrai pas achever mes études!

C'est tout de même avoir du guignon! Ma mère, songeant à me bien élever me dit: Tiens, p'tit... j'peux pas payer mon boulanger, encore moins l'instituteur; faut pourtant que tu fasses tes classes. Y a des affiches pour ça.

Avant février, malgré ma bonne volonté, j'étais pas fort, faut l'avouer. Depuis le 25, je me suis mis en état de sauter deux classes et de tomber en rhétorique. Faut même croire que je sais des langues étrangères, car je lis jour-

nellement et couramment un tas de placards qui ne sont pas écrits en français.

Et maintenant, un décret contre les affiches! Quand je me vois sur le point de savoir blaguer humanité, civisme, politique, économie du même nom, police, etc.! quand je suis en train de délier ma langue pour haranguer le peuple! quand je me sens tout prêt d'être capable de rédiger indifféremment des professions de foi rouges, blanches, tricolores ou incolores!

C'est indigne!!

— Polisson, me dit papa, qui commet une indiscretion par-dessus mon épaule, tu attaques le gouvernement dans un intérêt personnel. Que t'importerait ton éducation, si le décret était bon en toi-même. Attaque-le sérieusement! Il y a pris. Porter atteinte à la liberté d'afficher, c'est porter atteinte à la liberté de la presse.

— C'est par ostentation, p'pa, qu'ils feront ce décret. Ils veulent avoir seuls le droit de s'afficher en public.

— Je parle sérieusement, gamin.

— T'as tort, mon auteur. C'est un cancan qu'on a fait courir, et j'en ris parce qu'il est impossible qu'une pareille idée leur soit venue dans la boule.

— Qui vivra verra.

— Comment dis-tu ça?

P'pa pousse un soupir. J'aime pas à l'entendre soupirer, c't'homme. Il n'aspire jamais pour des prunes: il a beaucoup de raison pour son âge.

Violabilité.

Qui pourrait le croire? Sur 706 votans 335 représentans ont voté pour la mise en accusation d'un de leurs collègues; et pourquoi ont-ils ainsi voté? Sur quels chefs d'accusation ont-ils ainsi motivé ce vote? Ils ne peuvent ni savoir le dire, puisque l'instruction est enveloppée de mystère. Ils auraient donc voté de confiance, ou bien ne serait-ce point parce que Louis Blanc s'est placé à l'extrême gauche et que les hommes qui y siègent effrayent cette majorité satisfaite?

Le représentant est inviolable, il ne peut être mis en accusation que par autorisation de l'assemblée, elle seule peut porter atteinte au caractère d'inviolabilité qui le protège. Si sur un simple soupçon le procureur-général pouvait briser cette inviolabilité; si sans produire de pièces à l'appui de son accusation, il obtenait de l'assemblée un vote de confiance, à quoi servirait de la déclarer en principe, quand en fait elle serait comme n'existant pas. L'Assemblée ne peut accorder une semblable autorisation qu'en connaissance de cause, et elle est loin d'être suffisamment édifiée quand le rapporteur d'une commission chargée de l'examen de l'accusation et des pièces vient nous dire qu'il est obligé de garder le secret. Vous me demandez une autorisation de poursuites parce que vous pensez qu'il y a lieu; si je dois sans examen préalable des documents accusateurs vous accorder cette autorisation, vous me faites jouer un rôle tout à fait passif, je suis une machine qui écrit sous votre dictée un permis de mise en accusation.

Enfin justice a été faite, l'autorisation n'a pas été accordée, cette défaite est un grand triomphe pour la gauche; désormais ces délations, ces accusations lancées sur des on dit n'auront aucun crédit et tomberont d'elles-mêmes si elles osent naître. Peuple, resserre tes rangs, n'ajoute plus foi à l'acalompnie, défie-toi de ces insinuations mystérieuses et sombres qui glissent dans l'ombre pour saisir la victime; défie-toi surtout des flatteries prodiguées à ceux que tu aimes par tes ennemis; ils jouent le désintéressement, peu à peu ils perdront ton ami dans ton esprit et le frapperont après l'avoir couronné de roses.

LE PAPA DU GAMIN DE PARIS.

A BAS LES CRIEURS DE JOURNAUX!

NUIT BLANCHE D'UN REPRESENTANT DU PEUPLE.

Est-ce donc pour veiller qu'on se couche à Paris?

Quelle indignité! Pas moyen de dormir! Bien mieux, pas moyen de réfléchir. On se plaint que les représentans ne font... pas grand chose... C'est vrai. Mais, enfin, quoi d'étonnant? Pas un moment de repos, ni ici, ni chez moi, ni dans mon lit, ni ailleurs, ni... ni... ni nulle part, pas même à l'assemblée.

— Il est neuf heures, trois heures de lit déjà, et pas une minute de sommeil!

Allons, pensons. Mais à quoi et pour qui?

Pour le peuple? Il mériterait que je fisse tous mes efforts pour ne penser à rien. Mais, soyons généreux. Voyons, si je propose... Quoi... dans l'intérêt du peuple?

Ah! j'y suis!... Avant tout, il faut que nous puissions, nous, représentans, nous reconnaître. Réfléchissons sur le signe distinctif.

Un ruban à frange d'or, c'est bien, oui; mais, il y aurait mieux. (Cris au dehors.) Allons, bon! Pas moyen de travailler... Et demain la presse dira, et tout le monde aussi:

— Cette assemblée ne fait rien, rien! Il faut la pendre à la lanterne!

A la lanterne, vous-mêmes, canailles!

— Voici le journal, qui veut le journal du soir? L'Assemblée nationale, la Vraie République, la Presse... Voyez le journal!

C'est fini! pas possible de dormir, et demain matin on criera à mes oreilles: Voulez-vous le journal? Voilà le Père Duchêne... il faut voir sa colère; le Sans-Culotte, le Journal de la Canaille, le Gamin de Paris; voyez le pied de nez du gamin de Paris aux représentans du peuple. Achetez la profession de foi du Gamin de Paris.

Maudits crieurs, voulez-vous vous taire, je veille pour vous, je réfléchis sur... le signe distinctif. A propos, une idée! oui c'est une bonne idée, oh, ce projet là va passer à l'unanimité... au fait Billault, mon ami, a bien proposé de décréter que tous ceux qui formeraient des attroupemens à moins de 45,000 mètres de l'assemblée, seraient bannis; s'il avait ajouté, et à moins de 500 mètres du domicile de chaque représentant, ça passait comme une

lettre à la poste, car c'eût été un bon moyen pour qu'il n'y eût plus d'attroupements dans Paris. Isambert, mon ami, a bien proposé de supprimer les clubs, je puis bien proposer la suppression de ces maudits crieurs. Je proposerai donc pour passer avant l'ordre du jour, vu l'urgence, ce qui suit : « Dans l'intérêt de la tranquillité publique » et en particulier de celle des représentants; attendu que » si nous avons conquis nos libertés aux journées des 23 » et 24 février, un citoyen ne saurait être libre de perdre » sa voix et d'en priver ainsi la patrie. Attendu qu'il est » constaté d'une manière authentique, que plusieurs » crieurs de journaux ont été atteints d'une extinction de » voix qui met cette voix en danger. »

L'Assemblée nationale décrète : Il est à partir de ce soir (sauf exception pour les journaux du soir de ce soir) il est défendu à tous français et étrangers résidant en France, de crier un journal dans la rue, ni en quelque lieu que ce soit sous peine du... bannissement, et de mort en cas de récidive.

Le ministre de l'intérieur, les recors, huissiers, procureurs de la république, gendarmes, municipaux si on les recréait, sont chargés de l'exécution du présent décret.

Voyez, j'ai travaillé toute la nuit et demain on me dira que je n'ai su rien faire! quelle injustice! mais patience, la postérité nous jugera, et vous aussi insolens journaux serez jugés par la post... par les tribunaux. Quelle insolence, on avait placé l'autre jour dans un journal mon collègue Isambert entre deux canards, bientôt si nous continuons... à souffrir avec évangilicité, on nous mettra entre des oies! Notre président entre des oies! non, non, nous léverons enfin la tête pour vous accablant de notre mé... de nos décrets.

Le gamin et son frère, garde mobile.

Son frère. Pourquoi donc que tu ne veux pas être dans la mobile?

Fouyou. J'ai pas l'âge.

Son frère. Mais quand tu l'auras?

Fouyou. J'aurai pas la taille.

Son frère. Mais si tu y arrives?

Fouyou. J'aurai pas la vocation.

Son frère. Pourquoi donc ça? T'es pas capon : tu l'es bien montré à la révolution.

Fouyou. C'est le pourquoi de la chose. Je ne veux pas tirer contre les amis.

Son frère. Mais on ne tire contre personne.

Fouyou. Jusqu'à nouvel ordre.

Son frère. Mais on ne tirera que contre des émeutiers.

Fouyou. C'était contre des émeutiers qu'a tiré les municipaux.

Son frère. Oui; mais contre des républicains. Les municipaux aimaient Louis-Philippe; et maintenant qu'on est en République, les émeutiers ne sont pas républicains.

Fouyou. Ta parole!

Son frère. C'est conséquent. On voulait la République, on l'a. On ne peut se révolter que pour l'enfoncer. Enfoncé les émeutiers!

Fouyou. Qu'est-ce qui t'a dit ça : ton officier?

Son frère. Oui; et puis des gardes nationaux avec qui j'ai fraternisé.

Fouyou. Où ça?

Son frère. Je ne sais pas.

Fouyou. T'étais gris.

Son frère. Ça se peut bien.

Fouyou. C'était à un banquet. Vois-tu, grand melon, plus de la moitié de ceux qui se sont battus ou qui ont fait semblant de se battre en février n'étaient pas républicains. Ils aimaient la monarchie, ces gens. Seulement, ils trouvaient que ça marchait mal. C'est afin de te faire voir que, sous la République, les républicains peuvent bien aussi trouver que ça va mal, sans être des réactionnaires. Ainsi, mon brave, tu pourras, un de ces quatre matins, tirer contre de francs républicains. T'as été à Rouen quand tout était fini, n'est-ce pas? Mais si t'étais arrivé plus tôt, crois-tu que t'aurais tué des carlistes?

(La suite au prochain numéro.)

Vivent les lois de septembre! vive Thiers.

Qu'il va être content le petit homme en lisant le nouveau projet de décret sur les attroupements; il a trouvé son maître.

Art. 1^{er}. Tout attroupement formé sur la voie publique est interdit.

Art. 2. Est également interdit tout attroupement non ar-

mé, qui pourra troubler la tranquillité publique. (Comme ce qui pourra est élastique, l'autorité sera juge.)

Art. 3. L'attroupement est armé, quand plusieurs des individus qui le composent sont porteurs d'armes apparentes ou cachées.

Moi, gamin, je voudrais bien savoir ce qu'on entend par armes. Est-ce mon gourdin, est-ce mon couteau; les farceurs, ils n'ont pas spécifié, ils seront plus libres, vive la liberté... d'interpréter les lois!

Du reste, ami lecteur, pour ta gouverne sache bien que tous ceux qui font partie d'un attroupement seront punis, qu'il y ait armes ou non; et si par imprudence tu te mêles à ces groupes, au premier coup de tambour... file ton nœud.

Les uns dissipent les attroupements en faisant jouer des pompes à incendie, les autres au son du tambour, c'est plus gai! et, en dernier ressort, à coups de baïonnettes... C'est moins gai. Petit Thiers, conviens-en, tes lois de septembre sont maintenant anodines; tes élèves sont passés maîtres. Ouvriers mes amis, nous ne pourrions donc pas manger ensemble nos 25 centimes. Cré coquin! pas de chance! moi qui comptais revenir pochard dudit banquet au fromage, au pain et à l'eau!

Partie de billard et duel à la fourchette.

Dimanche matin, les abonnés du *Siècle* ont reçu avec le journal une feuille ainsi composée : Neuf bulletins de vote.

Chaque bulletin portant 11 numéros.

Sur chaque bulletin, 7 ou 8 numéros sans noms, et 4 ou 3 suivis de noms.

Sur les 3 ou 4 noms imprimés, figurent imperturbablement Chambolle, Adam, Goudchaux.

On dit qu'une grande partie de billard en trois parties liées sera jouée jeudi soir au Grand-Balcon par ces trois citoyens; le perdant paiera les frais d'impression.

Mais voici une autre version plus probable. M. Perrée, du *Siècle*, connaissant l'immense modestie de son rédacteur en chef, et sachant bien qu'après avoir écrit ce dialogue dont je vous parlais dimanche, il ne pouvait tremper dans le charlatanisme des susdits bulletins, M. Perrée lui a joué sans l'avertir ce tour de réclame. Si le citoyen Chambolle est élu, il y aura, entre le directeur et le rédacteur, une rencontre... à la fourchette. MM. Adam et Goudchaux seront condamnés à rester simples témoins.

Comment le pouvoir tient ses promesses.

Mon père, j'ai... faim; du pain... ou je... je meurs!

Le père. — Pauvre enfant!... et rien pour apaiser sa faim! rien... j'ai tout vendu!... C'en est fait... Mettons toute honte de côté... oui, j'irai... J'oserai demander du travail à la république... moi qui n'en ai jamais manqué, qui n'ai jamais rien demandé!

— Mon père, j'ai faim!

— Le père. — Patience! ma fille, patience! Je... je vais te chercher... quelque chose. (Il sort en essuyant ses larmes.)

Il courait se faire inscrire aux ateliers nationaux et demander 50 centimes d'avance pour les pressants besoins de son enfant, quand il vit un placard ainsi conçu :

« Considérant que le travail des ateliers nationaux est » devenu improductif; que son maintien, dans les con- » ditions actuelles, serait en contradiction avec une » bonne administration de la fortune publique que ce se- » rait une aumône déguisée, etc., etc.

Et à côté il lit : « Le directeur des ateliers nationaux » reçoit chaque jour des centaines de demandes ayant » pour but d'obtenir un emploi soit dans les ateliers, » soit dans les bureaux de la direction.

« C'est avec regret qu'il annonce au public l'impossi- » bilité absolue de donner suite à aucune demande de ce » genre.

» Signé LALANNE,

» Directeur des ateliers nationaux.

» Paris, 4 juin 1848. »

A deux pas on pouvait encore lire sur un placard à moitié lacéré :

« Le Gouvernement provisoire s'engage à garantir l'exis- » tence de l'ouvrier par le travail, et à garantir du travail » à tous les citoyens.

» Signé : le gouvernement provisoire.

» Paris, le 25 février 1848. »

Et plus loin, sur un fragment de placard, étaient inscrits ces mots :

« Il est temps de mettre un terme aux longues et ini- » ques souffrances des travailleurs.

» Signé : le gouvernement provisoire.

» Paris, le 28 février 1848. »

Le père rentré chez lui le désespoir dans l'âme, en répétant ces mots :

« Aumônes déguisées! Le gouvernement s'engage à ga- » rantir l'existence. »

Il entre, s'approche du lit de sa fille... elle avait cessé de vivre!

Marrast et Louis Blanc.

Il fallait des charges pour donner un air de vérité à l'accusation portée contre Louis Blanc. C'est Marrast qui a fait... la charge. Le réquisitoire faisait un crime à Louis Blanc d'être entré le 13 mai à l'Hôtel-de-Ville, il y avait été porté en triomphe et on avait crié : Vive Louis Blanc! Crime... capital ma foi!

Marrast l'avait-il vu de ses yeux? non, il l'avait vu par les lunettes d'un autre, lequel l'avait vu des yeux d'un autre, lequel ne l'avait pas vu, mais on le lui avait dit. Donc c'était bien vrai. Jugez de la vérité des autres faits allégués dans le réquisitoire.

Voilà comme on fait l'histoire!

PAVÉS.

Les réquisiteurs Portalis et Landrin, honteux et confus de ne pas avoir obtenu l'autorisation de poursuites contre Louis Blanc, ont donné leur démission, nous annonçons avec plaisir que cette démission a été acceptée. Dévouement mal récompensé!

— Le citoyen Crémieux affirme qu'il n'est pour rien dans la demande en autorisation de poursuites dirigées contre Louis Blanc; le procureur général Portalis et le procureur de la république Landrin affirment le contraire. Lesquels croire? toujours est-il que les uns ou les autres mentent.... O Justice! comme tu es bien et joliment représentée.

— Nous proposons de faire une enquête pour découvrir le menteur et qu'on lui inflige la peine Billault, le bannissement.

— On nous donne comme chose certaine la démission du citoyen Crémieux.... Quelle chance. Je demande qu'on déclare que le citoyen Louis Blanc a bien mérité de la patrie pour avoir occasionné cette démission.

— Le citoyen Biétry se présente : on sait quels immenses services il a rendus... à son magasin.

— Caussidière était indigne de nos suffrages : en effet, un des plus grands griefs articulés contre lui par le *Constitutionnel*, c'est qu'il a laissé planter trop d'arbres de la liberté et laissé brûler trop de résine.

— Si M. Emile de Girardin est élu, il donnera au moins trois idées par jour. Une seule, ô prolifique journaliste, une seule par semaine, pourvu qu'elle soit bonne!

Défense est faite aux crieurs de vendre des journaux dans le palais National, ce jardin est réservé aux malades. On annonce que beaucoup de représentants vont y prendre le bon air.

Les républicains ont aussi leur maison de santé. — Le donjon de Vincennes.

On prépare un projet de décret tendant à empêcher de fumer dans le jardin des Tuileries et au palais National.

En vente, rue Saint-Honoré, n° 2509, un exposé fort détaillé des travaux de l'assemblée jusqu'à ce jour en un tout petit et très mince volume.

On parle de mettre au concours la question suivante : « Trouver un moyen économique d'endormir tout un peuple le plus long temps possible. »

Une médaille sans pareille sera délivrée à l'inventeur.

Un journal de Bruxelles, dit le *Bon Sens*, se met en colère parce qu'un Belge, Gendebien, a été regardé comme suspect, et calomnié par ses concitoyens, pour avoir assisté à une séance du club Blanqui.

S'il était en France, il serait souvent et bougrement en colère.

Le projet de finances Billault et compagnie sur la conversion des bons du Trésor et sur les caisses d'épargne augmente la dette de l'Etat de près de 11 millions en rentes et 214 millions en capital. Excusez du peu.

Le gérant responsable : LARDET.

Paris. — Imprimerie de BOULÉ, rue Coq-Héron, 3.